



Assemblée générale

Distr. limitée
10 octobre 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session
Troisième Commission
Point 108 de l'ordre du jour
Prévention du crime et justice pénale

Italie : projet de résolution

**Renforcement du programme des Nations Unies
pour la prévention du crime et la justice pénale,
surtout en ce qui concerne ses capacités
de coopération technique**

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions [46/152](#) du 18 décembre 1991, [60/1](#) du 16 septembre 2005, [67/1](#) du 24 septembre 2012, et [67/186](#), [67/189](#), [67/190](#) et [67/192](#) du 20 décembre 2012,

Réaffirmant également ses résolutions relatives à la nécessité de renforcer d'urgence la coopération internationale et l'assistance technique en vue de promouvoir et de faciliter la ratification et la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles additionnels y relatifs¹, de la Convention des Nations Unies contre la corruption² et de l'ensemble des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme,

Réaffirmant en outre les engagements pris par les États Membres dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, adoptée le 8 septembre 2006³, et à l'occasion de ses examens biennaux successifs⁴,

Rappelant ses résolutions portant sur divers aspects de la violence que subissent les femmes et les filles de tous âges,

Soulignant l'importance des stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du

1 Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

2 Ibid., vol. 2349, n° 42146.

3 Résolution [60/288](#).

4 Voir résolutions [62/272](#), [64/297](#) et [66/282](#).



crime et de la justice pénale⁵, qui ont été actualisées, celles-ci constituant un moyen d'aider les pays à renforcer leurs capacités en matière de prévention du crime et de justice pénale pour faire face à toutes les formes de violence à l'égard des femmes,

Vivement préoccupée par les meurtres de femmes et de filles motivés par des considérations sexistes, et considérant que le système de justice pénale a un rôle essentiel à jouer pour prévenir et réprimer les meurtres sexistes visant les femmes et les filles, et notamment pour mettre fin à l'impunité de ces crimes,

Soulignant la pertinence des instruments internationaux et des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale qui concernent le traitement des détenus, en particulier les femmes et les mineurs,

Rappelant sa résolution [67/184](#) du 20 décembre 2012, relative à la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et aux préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, dans laquelle elle a décidé, entre autres, que le thème principal du treizième Congrès serait « L'intégration de la prévention de la criminalité et la justice pénale dans la stratégie plus large de l'Organisation des Nations Unies, pour faire face aux problèmes sociaux et économiques et pour promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et la participation du public »,

Rappelant également sa résolution [66/177](#) du 19 décembre 2011, relative au renforcement de la coopération internationale en vue de lutter contre les effets néfastes des flux financiers illicites résultant d'activités criminelles, dans laquelle elle a prié instamment les États parties à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁶, à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à la Convention des Nations Unies contre la corruption d'appliquer pleinement les dispositions de ces conventions, en particulier les mesures visant à prévenir et à combattre le blanchiment d'argent, notamment en incriminant le blanchiment du produit de la criminalité transnationale organisée,

Tenant compte de toutes les résolutions du Conseil économique et social sur la question, en particulier toutes celles qui ont trait au renforcement de la coopération internationale ainsi qu'aux services d'assistance technique et de conseil fournis, dans le cadre du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en matière de prévention du crime et de justice pénale, de promotion et de renforcement de l'état de droit et de réforme des institutions de la justice pénale, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de l'assistance technique,

Alarmée par l'implication croissante des groupes criminels organisés dans toutes les formes et tous les aspects du trafic de biens culturels et des infractions connexes,

Rappelant sa résolution [66/180](#) du 19 décembre 2011, relative au renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic, ainsi que sa résolution [67/80](#) du 12 décembre 2012 relative au retour ou à la restitution de biens culturels à leur pays

5 Résolution [65/228](#), annexe.

6 Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

d'origine et rappelant que, dans celle-là, elle a prié instamment les États Membres et les institutions compétentes de consolider et d'appliquer pleinement les mécanismes de renforcement de la coopération internationale, y compris l'entraide judiciaire, pour combattre toutes les formes et tous les aspects du trafic de biens culturels et des infractions connexes, comme le vol, le pillage, l'endommagement, l'enlèvement, le saccage et la destruction de biens culturels, et pour faciliter le recouvrement et la restitution des biens volés et pillés,

Rappelant également sa résolution 64/293 du 30 juillet 2010, relative au Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, réaffirmant qu'il faut mettre pleinement en œuvre le Plan d'action, soutenant qu'il permettra notamment de renforcer la coopération et la coordination dans la lutte contre la traite des personnes et de promouvoir la ratification et l'application intégrale de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et du Protocole additionnel y relatif visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants⁷, et accueillant avec satisfaction les activités du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants,

Notant avec satisfaction la création par le Secrétaire général de l'équipe spéciale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, dans l'intention de mettre en place au sein du système des Nations Unies une stratégie efficace et globale de lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, et réaffirmant le rôle crucial joué par les États Membres à cet égard, conformément à la Charte des Nations Unies,

Notant avec une profonde inquiétude les effets néfastes que la criminalité transnationale organisée, y compris le trafic et la traite d'êtres humains, le trafic de drogues et le trafic d'armes légères et de petit calibre, a sur le développement, la paix et la sécurité et les droits de l'homme, ainsi que la vulnérabilité croissante des États à cet égard,

Convaincue que l'état de droit et le développement sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, et que les progrès de l'état de droit aux niveaux national et international sont indispensables à une croissance économique soutenue et sans exclusive, et au développement durable,

Convaincue également qu'il importe de prévenir la délinquance juvénile et de soutenir la réadaptation des jeunes délinquants et leur réinsertion dans la société, ainsi que de protéger les enfants victimes ou témoins, notamment de prévenir leur revictimisation, et de répondre aux besoins des enfants des détenus, et soulignant que ces mesures doivent tenir compte des droits de l'homme et de l'intérêt supérieur des enfants et des jeunes, comme le demandent la Convention relative aux droits de l'enfant et les Protocoles facultatifs s'y rapportant⁸, le cas échéant, ainsi que d'autres principes et normes des Nations Unies relatifs à la justice pour mineurs, selon que de besoin,

Préoccupée par les graves problèmes et dangers que constitue le trafic d'armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions, et ses liens avec d'autres formes de

⁷ Ibid., vol. 2237, n° 39574.

⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, 2171 et 2173, n° 27531; et résolution 66/138, annexe.

criminalité transnationale organisée, dont le trafic de drogues et autres activités criminelles, y compris le terrorisme,

Vivement préoccupée par les liens qui existent parfois entre certaines formes de criminalité transnationale organisée et le terrorisme, et soulignant qu'il faut resserrer la coopération aux échelons national, sous-régional, régional et international afin de faire face plus efficacement à ce problème qui évolue,

Inquiète de la pénétration croissante des organisations criminelles et du produit de leurs activités dans l'économie,

Considérant que la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme est une responsabilité commune et partagée, et insistant sur la nécessité de s'employer collectivement à prévenir et à combattre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Soulignant que la criminalité transnationale organisée doit être combattue dans le strict respect du principe de la souveraineté des États et de l'état de droit, dans le cadre d'une riposte globale visant à favoriser des solutions durables par la promotion des droits de l'homme et de conditions socioéconomiques plus équitables,

Se déclarant profondément préoccupée par l'écodélinquance, notamment le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et, le cas échéant, protégées, et soulignant la nécessité de combattre ce type de criminalité grâce au renforcement de la coopération internationale, des capacités, des mesures de justice pénale et de l'application de la loi,

Soulignant qu'il est essentiel de mener une action coordonnée pour lutter contre la corruption et démanteler les réseaux illicites qui se livrent au trafic de bois d'œuvre et de produits du bois,

Encourageant les États Membres à se doter, selon que de besoin, des politiques, de stratégies et de plans d'action nationaux et locaux exhaustifs visant à prévenir la criminalité et fondés sur une bonne connaissance des divers facteurs criminogènes, et à combattre ces facteurs d'une manière globale, avec l'entière participation de la société civile,

Considérant qu'il est nécessaire, s'agissant des capacités de coopération technique de l'Office, de préserver l'équilibre entre toutes les priorités qu'elle-même et le Conseil économique et social ont définies,

Soulignant que le développement social devrait faire partie intégrante des stratégies visant à intensifier la prévention du crime et le développement économique dans tous les États,

Considérant que, par le nombre de ses signataires et sa portée, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée constitue un pilier de la coopération internationale, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de confiscation, et, partant, un outil précieux qui devrait être davantage utilisé,

Consciente de la nécessité de parvenir à l'adhésion universelle à la Convention et aux Protocoles additionnels y relatifs, ainsi qu'à leur mise en œuvre intégrale, et engageant les États parties à utiliser pleinement et efficacement ces instruments,

Soulignant qu'il importe d'intégrer la prévention du crime et la justice pénale dans la stratégie plus large de l'Organisation visant à faire face, entre autres, aux problèmes sociaux et économiques et à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international ainsi que la participation du public,

Considérant l'importance universelle que revêtent la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, et appelant à la tolérance zéro pour la corruption,

Considérant également que la Convention des Nations Unies contre la corruption offre un cadre global universellement accepté dans lequel s'inscrivent les mesures visant à prévenir et à combattre la corruption et dessine les contours de la coopération internationale dans les affaires de corruption, notamment le recouvrement d'avoirs,

Se félicitant que l'Office ait adopté une conception régionale de la programmation, fondée sur des consultations suivies et des partenariats, aux niveaux national et régional, surtout pour ce qui est de la mise en œuvre, et visant surtout à permettre à l'Office d'apporter effectivement aux priorités des États Membres des réponses cohérentes qui s'inscrivent dans la durée,

Appréciant les progrès d'ensemble réalisés par l'Office s'agissant des services de conseil et de l'assistance fournis aux États Membres qui en font la demande dans les domaines de la prévention du crime et de la réforme de la justice pénale, de la corruption, de la criminalité organisée, du blanchiment d'argent, du terrorisme, des enlèvements, du trafic de migrants, de la traite d'êtres humains – y compris le soutien et la protection apportés, selon qu'il convient, aux victimes, à leur famille et aux témoins – et du trafic de drogues, ainsi que de la coopération internationale, l'accent étant mis sur l'extradition et l'entraide judiciaire, ainsi que le transfèrement international des personnes condamnées,

Se déclarant de nouveau préoccupée par la situation financière générale de l'Office,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général établi en application de ses résolutions [64/293](#), [67/186](#), [67/189](#), [67/190](#) et [67/192](#)⁹;

2. *Réaffirme* que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles additionnels y relatifs¹ constituent l'outil le plus important dont la communauté internationale dispose pour combattre cette forme de criminalité;

3. *Note avec satisfaction* que le nombre des États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée est désormais de 177, ce qui indique clairement que la communauté internationale est fermement résolue à combattre la criminalité transnationale organisée;

4. *Exhorte* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention et les Protocoles additionnels y relatifs ainsi que la Convention des Nations Unies contre la corruption² et les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, ou d'y adhérer, et engage instamment les États parties à ces conventions et protocoles à s'efforcer d'en assurer l'application intégrale;

⁹ [A/68/127](#).

5. *Souligne* qu'il est urgent d'adopter le mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles additionnels y relatifs, conçu pour aider les États parties à appliquer la Convention et les Protocoles additionnels y relatifs, prie instamment les États parties de continuer à participer activement à cette entreprise, compte tenu du travail déjà accompli par le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention et des Protocoles additionnels y relatifs, et encourage les États Membres et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à fournir une assistance technique aux fins de la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles additionnels y relatifs, compte tenu des outils mis au point à ces fins, notamment la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation;

6. *Prend note avec satisfaction* des activités du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de réaliser une étude approfondie sur le problème de la cybercriminalité et des mesures prises par les États Membres, la communauté internationale et le secteur privé, y compris les échanges d'informations sur la législation interne, les meilleures pratiques, l'assistance technique et la coopération internationale, afin d'envisager des moyens de renforcer les mesures juridiques ou autres prises à l'échelle nationale et internationale face à la cybercriminalité et d'en proposer de nouvelles, et incite le groupe d'experts à redoubler d'efforts pour achever ses travaux et présenter en temps voulu les résultats de l'étude à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

7. *Réaffirme* que le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale est un instrument important du renforcement de la coopération internationale à ces fins et que l'Office réalise un travail considérable pour s'acquitter de son mandat, notamment lorsqu'il fournit aux États Membres qui en font la demande, à titre hautement prioritaire, des services de coopération technique et de conseil et d'autres formes d'assistance et agit en coordination avec tous les organes et bureaux compétents des Nations Unies et en complément de leurs efforts;

8. *Recommande* que la prévention du crime et la justice pénale soient prises en considération dans les débats concernant le programme de développement pour l'après-2015;

9. *Recommande également* que les États Membres, en fonction de leur situation nationale, adoptent une méthode globale et intégrée de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale, en se fondant sur les analyses de référence et les données recueillies et en s'intéressant à tous les secteurs du système de justice, et élaborent des politiques, des stratégies et des programmes de prévention de la criminalité, privilégiant notamment la prévention précoce au moyen de démarches pluridisciplinaires et participatives qui fassent intervenir tous les acteurs compétents de l'administration et de la société civile et prie l'Office de continuer de fournir à cet effet une aide technique aux États Membres qui en font la demande;

10. *Engage* tous les États à se doter de plans d'action nationaux et locaux de prévention du crime qui tiennent notamment compte, de manière globale, intégrée et participative, des facteurs qui exposent certaines populations et certains lieux à un risque plus élevé de victimisation ou de délinquance et à s'assurer que ces plans se fondent sur les meilleures données factuelles disponibles et les meilleures pratiques

reconnues, et souligne que la prévention du crime devrait être considérée comme partie intégrante des stratégies de promotion du développement social et économique dans tous les États;

11. *Demande* aux États Membres de renforcer leur coopération aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional ou international, selon qu'il conviendra, pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée;

12. *Prie* l'Office de s'employer plus énergiquement, dans la limite de ses ressources et de son mandat, à fournir une assistance technique et des services de conseil favorisant la mise en œuvre de ses programmes régionaux et sous-régionaux, en coordination avec les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales intéressés;

13. *Prie également* l'Office de continuer, dans la limite de son mandat, de prêter aux États Membres qui en font la demande une assistance technique dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale, en vue de doter les systèmes nationaux de justice pénale de moyens supplémentaires d'enquêter sur toutes les formes de criminalité, y compris les infractions les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, et de poursuivre ceux qui s'y livrent, tout en protégeant les droits de l'homme et les libertés fondamentales des accusés ainsi que les intérêts légitimes des victimes et des témoins, et de garantir l'accès à une assistance juridique efficace en matière pénale;

14. *Souligne* qu'il importe de protéger les personnes en situation de vulnérabilité et, à cet égard, exprime son inquiétude devant l'intensification des activités des organisations criminelles nationales et transnationales et des autres entités qui tirent parti des infractions commises aux dépens des migrants, en particulier des femmes et des enfants, sans se soucier des conditions dangereuses et inhumaines dans lesquelles elles les placent et en agissant en violation flagrante des lois nationales et du droit international;

15. *Invite* les États Membres à renforcer l'action menée par la justice pénale pour lutter contre les meurtres de femmes et de filles motivés par des considérations sexistes, notamment les mesures de renforcement des capacités nationales en matière d'enquête sur toutes les formes de criminalité de cette sorte, de poursuites et de condamnation des auteurs et de réparation ou d'indemnisation des victimes et de leur famille ou des personnes à leur charge selon les cas, conformément à la législation nationale;

16. *Engage vivement* l'Office à continuer de fournir aux États Membres une assistance technique pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le cadre du Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme, conformément aux instruments pertinents des Nations Unies et aux normes internationalement acceptées en la matière, y compris, le cas échéant, les recommandations d'organismes intergouvernementaux compétents comme le Groupe d'action financière et les mesures que des organisations régionales, interrégionales et multilatérales ont prises contre le blanchiment d'argent;

17. *Prie instamment* les États Membres de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale pour permettre aux pays d'origine qui en font la demande de recouvrer les avoirs issus de la corruption acquis de façon illicite, conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption se

rapportant à la restitution des avoirs, en particulier le chapitre V, demande à l'Office de continuer, dans le cadre de son mandat, de soutenir l'action menée à cette fin aux niveaux bilatéral, régional et international, et prie également instamment les États Membres de combattre et de réprimer la corruption ainsi que le blanchiment des fonds qu'elle rapporte;

18. *Invite* les États parties à la Convention à envisager avec toute l'attention voulue et dans les meilleurs délais l'exécution des demandes d'entraide judiciaire, notamment celles qui émanent de certains États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ainsi que d'autres États nécessitant des mesures urgentes, et à veiller à ce que les autorités compétentes des États demandeurs disposent des ressources suffisantes pour exécuter les demandes, compte tenu de l'importance particulière que revêt le recouvrement des avoirs pour le développement et la stabilité à long terme;

19. *Demande* à l'Office de continuer à promouvoir la coopération internationale et régionale, notamment en facilitant, au besoin, la création de réseaux régionaux de coopération juridique et répressive contre la criminalité transnationale organisée, et en favorisant la coopération entre ces réseaux, y compris en leur fournissant une assistance technique lorsque cela est nécessaire, tout en appréciant les efforts faits par l'Office pour créer de tels réseaux et leur prêter assistance;

20. *Exhorte* l'Office à intensifier, en tant que de besoin, sa collaboration avec les organisations intergouvernementales, internationales et régionales dont le mandat touche à la criminalité transnationale organisée, en vue de partager avec elles les meilleures pratiques, d'encourager la coopération et de tirer parti de l'avantage relatif propre à chacune;

21. *Apprécie* les efforts faits par l'Office pour aider les États Membres à se doter des moyens de prévenir et de réprimer les enlèvements et à renforcer leurs capacités en la matière, et lui demande de continuer à offrir son assistance technique pour encourager la coopération internationale, en particulier l'entraide judiciaire, en vue de combattre efficacement cette infraction grave et de plus en plus répandue;

22. *Appelle l'attention* sur les nouveaux enjeux dont le Secrétaire général a fait état dans son rapport intitulé « Exécution des mandats du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, s'agissant en particulier des activités de coopération technique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime »⁹, à savoir la piraterie, la cybercriminalité, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins de maltraitance ou d'exploitation des enfants, le trafic de biens culturels, les flux financiers illicites, l'écodélinquance, notamment le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ainsi que la criminalité liée à l'identité, et invite l'Office à rechercher, dans le cadre de son mandat, comment s'attaquer à ces problèmes, en tenant compte de la résolution 2012/12 du Conseil économique et social relative à la stratégie de l'Office pour la période 2012-2015;

23. *Demande instamment* aux États Membres et prie l'Office d'améliorer encore, dans le cadre de son mandat actuel, la collecte, l'analyse et la diffusion périodiques de données et d'informations exactes, fiables et comparables, y compris de données ventilées par sexe, âge ou autre critère pertinent, et encourage vivement les États Membres à les communiquer à l'Office;

24. *Prie* l'Office de continuer, en étroite coopération avec les États Membres, à mettre au point des outils techniques et méthodologiques et à réaliser des analyses et des études afin de mieux cerner les tendances de la criminalité et d'aider les États Membres à concevoir des interventions adaptées aux différentes formes de criminalité et notamment à leur dimension transnationale, compte tenu de la nécessité de faire le meilleur usage possible des ressources disponibles;

25. *Exhorte* les États Membres et les organisations internationales compétentes à élaborer des stratégies, nationales ou régionales, selon le cas, et à prendre les autres mesures qui s'imposent, en coopération avec le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, pour combattre efficacement la criminalité transnationale organisée, y compris la traite d'êtres humains, le trafic de migrants et la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu, ainsi que la corruption et le terrorisme;

26. *Exhorte* les États parties à se servir de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée comme support d'une large coopération ayant pour objectif de prévenir et de réprimer le trafic de biens culturels et les infractions connexes sous toutes leurs formes et tous leurs aspects, en particulier de restituer le produit du crime ou les biens à leurs propriétaires légitimes, en application du paragraphe 2 de l'article 14 de la Convention, et les invite à échanger des informations sur toutes les formes et tous les aspects du trafic de biens culturels et des infractions connexes, conformément à leur droit national, et à coordonner les mesures administratives et autres mesures prises, comme il convient, pour prévenir et détecter au plus tôt ces infractions et en punir les auteurs;

27. *Prie instamment* les États Membres de prendre, aux niveaux national et international, des mesures efficaces pour prévenir et combattre le trafic de biens culturels, notamment de faire connaître la législation pertinente et de dispenser une formation spécifique aux services de police, des douanes et de surveillance des frontières, et de considérer ce trafic comme une infraction grave au sens de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;

28. *Exhorte* l'Office à continuer d'aider les États Membres qui en font la demande à combattre le trafic d'armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions, et à soutenir, notamment par son assistance technique, l'action qu'ils mènent pour s'y attaquer compte tenu des liens qui existent entre ce trafic et d'autres formes de criminalité transnationale organisée;

29. *Réaffirme* la résolution 2013/40 du Conseil économique et social intitulée « Mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à lutter contre le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages protégées », dans laquelle le Conseil a encouragé les États Membres à ériger, dès lors qu'y participent des groupes criminels organisés, le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages en infraction grave au sens de l'alinéa b) de l'article 2 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, de manière à permettre le recours à des voies de coopération internationales adaptées et efficaces en vertu de la Convention pour engager des enquêtes et des poursuites à l'encontre de ceux qui sont impliqués dans le trafic d'espèces de faune et de flore sauvages protégées;

30. *Encourage vivement* les États Membres à prendre, dans le respect du droit et des cadres juridiques internes, des mesures adaptées de renforcement des activités de répression et des activités connexes dirigées contre les particuliers et les

groupes, y compris les groupes criminels organisés, opérant sur leur territoire, en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le trafic international de produits forestiers, notamment de bois d'œuvre, d'espèces sauvages et d'autres ressources forestières biologiques prélevés en violation des lois nationales;

31. *Réaffirme* que l'Office et ses bureaux régionaux jouent un rôle important dans le renforcement des capacités locales de lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, et engage instamment l'Office, lorsqu'il décide de la fermeture ou de la répartition de ses bureaux, à tenir compte de la dimension régionale des faiblesses constatées, des projets menés et des résultats obtenus en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée, en particulier dans les pays en développement, en vue de continuer d'apporter un appui effectif à l'action menée dans ces domaines à l'échelle nationale et régionale;

32. *Engage* les États Membres à continuer d'aider l'Office à apporter une assistance technique ciblée, dans le cadre de son mandat actuel, pour mieux armer contre la piraterie et d'autres infractions commises en mer les États touchés qui demandent une telle assistance, notamment en aidant les États Membres à mettre en place des services répressifs efficaces et à renforcer leurs capacités dans le domaine judiciaire;

33. *Prend note* des progrès accomplis dans l'exercice de leurs mandats respectifs par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, et encourage les États Membres à donner pleinement effet aux résolutions adoptées par ces instances;

34. *Engage* les États parties à continuer d'apporter leur plein appui à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi qu'à leurs organes subsidiaires, notamment en communiquant aux conférences des parties des renseignements sur le respect des traités;

35. *Prie* le Secrétaire général de continuer de fournir à l'Office les ressources dont il a besoin pour promouvoir efficacement la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption et assurer, comme il en est chargé, le secrétariat des conférences des parties à ces conventions, de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et de la Commission des stupéfiants, ainsi que des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;

36. *Invite instamment* les États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à continuer d'apporter tout l'appui nécessaire au mécanisme d'examen adopté par la Conférence des États parties à la Convention;

37. *Prie de nouveau* l'Office d'intensifier l'assistance technique qu'il fournit aux États Membres qui en font la demande, de renforcer la coopération internationale en matière de prévention et de répression du terrorisme en facilitant la ratification et la mise en œuvre des conventions et protocoles universels relatifs à cette question, en étroite consultation avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste (Comité contre le terrorisme) et sa Direction exécutive, et de continuer à contribuer aux travaux de

l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et invite les États Membres à fournir à l'Office les ressources dont il a besoin pour exécuter son mandat;

38. *Prie* l'Office de continuer de fournir une assistance technique aux États Membres qui en font la demande en vue de renforcer l'état de droit, en prenant en compte également les travaux du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit du Secrétariat et d'autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies;

39. *Engage* les États Membres à prendre les mesures voulues, en fonction de leur situation nationale, pour que soient diffusées et appliquées les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, et notamment à étudier et, s'ils le jugent nécessaire, à diffuser les manuels et guides mis au point et publiés par l'Office;

40. *Prie* l'Office de continuer, en collaboration et en consultation étroite avec les États Membres ainsi que dans la limite des ressources disponibles, d'appuyer le renforcement des capacités et compétences dans le domaine de la criminalistique, notamment l'établissement de normes, et l'élaboration de supports d'assistance technique aux fins de la formation, par exemple de manuels, de compilations de pratiques et directives utiles et de documents de référence scientifiques et médico-légaux à l'intention des fonctionnaires et des services chargés de faire respecter la loi et d'engager des poursuites, et de préconiser et de faciliter la création et la pérennisation de réseaux régionaux de prestataires de services de criminalistique, le but étant d'améliorer leurs compétences et leur capacité de prévenir et de combattre la criminalité transnationale organisée;

41. *Affirme de nouveau* qu'il importe de fournir au programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale des ressources suffisantes, stables et prévisibles pour qu'il exécute pleinement ses mandats, compte tenu du caractère prioritaire de son action et du fait que ses services sont plus sollicités qu'avant, en particulier pour ce qui est de l'assistance qu'il fournit aux pays en développement, en transition ou sortant d'un conflit aux fins de la prévention du crime et de la réforme de la justice pénale;

42. *Engage instamment* tous les États Membres à fournir à l'Office tout l'appui financier et politique possible, en élargissant leur base de donateurs et en augmentant leurs contributions volontaires, en particulier les contributions non réservées, afin de lui permettre de poursuivre, de développer, d'améliorer et de renforcer, dans le cadre de ses mandats, ses activités opérationnelles et sa coopération technique;

43. *S'inquiète* de la situation financière globale de l'Office, souligne que l'Office doit utiliser ses ressources de façon plus rationnelle et prie le Secrétaire général de lui soumettre, dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015, des propositions visant à faire en sorte que l'Office dispose de ressources suffisantes pour s'acquitter de son mandat;

44. *Exhorte* les États Membres à soutenir le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, afin qu'il continue de venir en aide aux victimes de la traite;

45. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-neuvième session, un rapport sur l'exécution des mandats du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, rendant compte également des nouveaux problèmes qui se posent aux gouvernements et des solutions qui peuvent y être apportées;

46. *Prie également* le Secrétaire général de faire figurer dans le rapport visé au paragraphe 45 ci-dessus des renseignements sur l'état des ratifications de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles additionnels y relatifs, et des adhésions à ces instruments.
